

grüne KopieKopien wurden an Herrn Käser gesandt  
am 22. November 1973 22. Nov. 1973

t.011 - 1 - WM/so

3003 Bern, 21. November 1973

Bericht zuhanden der Gruppe 3  
der Finanzkommission des NationalratesTechnische Zusammenarbeit, EPD

Auf Wunsch der Gruppe 3 der Finanzkommission des Nationalrates wird im folgenden über den Stand einiger wichtigerer Projekte informiert, die vom Dienst für technische Zusammenarbeit (DftZ) gegenwärtig durchgeführt werden.

1. Allgemeine Zielsetzungen des DftZ

Das Schwergewicht der Arbeit der schweizerischen technischen Zusammenarbeit konzentriert sich auf die Gruppe der ärmeren Entwicklungsländer. So gingen im Durchschnitt der letzten Jahre rund 70 % der bilateral eingesetzten Mittel in Länder mit weniger als 150 \$ Bruttosozialprodukt (BSP) pro Kopf der Bevölkerung. Dazu gehören wichtige Partnerländer, wie Indien, Indonesien, Pakistan, Kamerun, Kenia, Madagaskar. Auch gehören dazu Länder der von der UNO besonders bezeichneten Gruppe der 25 am stärksten zurückgebliebenen Nationen, für welche 30 % der bilateralen Mittel vorgesehen sind. Von diesen Ländern seien hier namentlich genannt: Nepal, Rwanda, Dahome, Tanzania, Tschad. Die übrige bilaterale Hilfe verteilt sich in der technischen Zusammenarbeit im wesentlichen auf Länder zwischen 150 und 400 \$ BSP per capita: dazu gehören Peru, Ecuador, Bolivien, Paraguay und Tunesien.

./.



Bei den einzelnen Fachgebieten geht der grösste Beitrag an die Entwicklung der Land- und Forstwirtschaft (über 30 %), ja es sind über 50 %, wenn wir den ländlichen Sektor gesamthaft betrachten. Ein weiteres Schwergewicht liegt bei der beruflichen Ausbildung. Vor allem soll auch ein Beitrag an den Aufbau von einheimischen Institutionen in unseren Partnerländern gewährt werden, die zur Verbesserung der wirtschaftlichen und sozialen Lage der Bevölkerung beitragen (z.B. Genossenschaft Trafipro, Elektrifikationsinstitut INECEL u.a.).

Die Erfahrung geht dahin, dass die besten Resultate meist dort erreicht werden, wo Ausbildung, Beratung und Forschung sowie finanzielle Beiträge z.B. für die Erstellung notwendiger Bauten und die Lieferung von Material, miteinander verbunden sind.

## 2. AFRIQUE

### 2.1. RWANDA

Le Rwanda fait partie des 25 pays les moins développés. De ce fait, et compte tenu des ressources dont dispose la Coopération technique, nous entendons continuer à mettre à disposition de ce pays le même volume d'aide qu'antérieurement, proportionnellement à nos moyens. Les difficultés nées des mesures prises au cours des mois de février et mars 1973 ont été surmontées. Les projets n'ont pas été touchés par le changement de gouvernement.

#### 2.1.1. Trafipro (engagement CTS 1963 à 1973: frs 9'865'000.--)

La direction de Trafipro a été remise le 1er juin 1973 à un Rwandais, M. J.B. Habyalimana, ancien préfet de Butare. Cette modification importante des relations entre les différents partenaires a fait l'objet d'un nouvel accord entre les gouvernements suisse et rwandais, signé le 21 mai 1973 (cf. annexe) et arrivant à échéance le 31 mai 1974. Cet accord prévoit notamment que la Coopération technique met à disposition de Trafipro un conseiller à la direction, poste actuellement occupé par M. O. Hafner. Sept autres experts suisses continuent d'apporter leur collaboration à l'entreprise. Ils ont les tâches suivantes:

- contrôle de gestion: M. Gysin
- personnel et formation: M. Capt
- département commercial: M. Chetelat
- produits agricoles: M. Hügli
- secrétariat: M. Kalt
- garage: M. Frossard et  
M. André

Après les événements de février/mars 1973, la marche des affaires a repris son rythme normal. Le chiffre d'affaires est en nette augmentation depuis le mois de septembre.

- 4 -

La campagne café a permis l'achat de 5'100 tonnes de café parche au lieu des 4'500 tonnes prévues. La bonne récolte de cette année est à l'origine de cet accroissement (achats Trafipro 1972: 3'850 tonnes).

Les résultats de l'évaluation commune rwando-suisse du printemps 1973 seront revus par une commission nommée par le nouveau gouvernement. Le rapport de cette commission donnera une idée des intentions à moyen terme des autorités rwandaises à l'égard de Trafipro.

Les négociations prévues au début de 1974 porteront vraisemblablement sur les points suivants:

- mise à disposition d'experts suisses
- mise à disposition de consultants pour des missions de courte durée (notamment problèmes d'organisation)
- éventuel appui aux efforts de commercialisation des produits agricoles
- garantie financière aux frais de formation du personnel au cas où Trafipro ne serait pas en mesure de les supporter elle-même
- centralisation et modalités de financement.

Une réserve de frs 1'500'000.- est inscrite au programme de la Coopération technique en faveur de Trafipro pour les années 1974 et 1975.

2.1.2. Kibuye Projet agricole (engagement CTS 1965-1973: frs 4'965'000.--)

L'étude du développement de la région du lac Kivu a permis de préciser avec les Rwandais les objectifs et les modalités de la poursuite de ce projet, compte tenu des résultats obtenus jusqu'à ce jour et de la formation.

Les conclusions principales sont les suivantes:

- réduction de l'appui en experts suisses au service de l'agriculture; accroissement de l'appui en équipement;
- élaboration d'un système cultural permettant d'intégrer agriculture - élevage;

- 5 -

- intensification de l'appui à la commercialisation des produits agricoles;
- remise du Centre de Formation Agricole;
- intensification de l'action de vulgarisation au niveau d'une ou de deux zones de 400 à 600 cultivateurs et intégration de l'agriculture aux problèmes économiques, sociaux, culturels, etc.

Des négociations sont en cours pour une nouvelle phase de 2 ans 1974/1975. Le nombre d'experts sera maintenu à 7.

Une réserve est inscrite au programme de la CT pour un montant de Fr. 2'400'000.-.

### 2.1.3. Kibuye Projet Pilote Forestier (engagements CTS de 1970 à 1974 : Fr. 3'000'000)

La deuxième scierie du projet est installée. Le projet se développe conformément aux prévisions. Les expériences réalisées au niveau des actions ponctuelles doivent cependant être élargies et intégrées dans un processus global de développement. C'est dans ce but qu'une mission de spécialistes se rendra en février 1974 au Rwanda.

L'étude portera particulièrement sur les aspects suivants :

- lutte anti-érosive et protection des sols
- offre d'emplois
- besoin de terres
- sensibilisation de la population aux problèmes forestiers.

Cette mission mixte rwando-suisse, élaborera un programme d'activité pour les années à venir.

Les conclusions de cette mission feront ensuite l'objet de négociations avec le gouvernement rwandais en mars/avril 1974.

Une réserve de Fr. 2'400'000.- est inscrite au programme.

### 2.1.4. Coopartisans (engagements CTS de 1971 à 1974 : Fr. 688'000.-)

Très touchée par les événements de février et mars 1973, la coopérative des artisans, Kigali, a maintenant surmonté ces difficultés et termine l'année avec un bilan positif. La définition d'une politique d'entreprise avec le gouvernement rwandais, la nomination d'un co-directeur compétent permettent d'envisager l'avenir avec une certaine confiance.

./.

- 6 -

La remise se fera plus tôt que prévu, vraisemblablement au début de l'année 1975, et après une formation intensive du personnel. L'entreprise offrira essentiellement ses services pour les réparations (installations sanitaires, électriques, maçonnerie) et offrira un emploi à une cinquantaine de personnes. Un nouvel accord précisant les conditions de la remise sera négocié dans les premiers mois de 1974.

2.1.5. Collège Officiel de Kigali ( engagements CTS de 1967 à 1974 : Fr. 2'650'000.--)

Entièrement géré et financé par le Ministère de l'Education rwandais, notre aide se limite à la mise à disposition de personnel enseignant. Un professeur de mathématiques est resté en poste. Il sera rejoint au cours de 1974 par un professeur en matières commerciales et un professeur de mathématiques.

2.1.6. Géologie (engagements CTS de 1963 à 1973 : Fr. 862'000.--)

Le programme d'élaboration de la carte géologique du Rwanda sera terminé en 1975. Les boursiers rwandais actuellement en formation en Europe seront alors en mesure de remplacer les experts suisses et autrichiens.

L'Institut de géologie de l'Université de Neuchâtel collabore activement au projet sur le plan scientifique et par ses conseils aux boursiers rwandais.

2.1.7. Etude de développement de la région en bordure du lac Kivu (engagements CTS 1972-1973 : Fr. 505'000.--)

Cette étude a été réalisée en 1972/73 et le résultat de ses travaux est actuellement à l'étude par les ministères concernés. Le projet routier ci-dessous a fortement été influencé dans sa conception par l'étude de développement.

2.1.8. Route Gitarama - Kibuye (engagements CTS de 1973 à 1974: Fr. 190'000)

L'étude de factibilité de la route Gitarama - Kibuye et des réseaux secondaire et tertiaire qui lui sont liés est en voie de réalisation. Le financement est assuré à 50 % par la Coopération technique et à 50 % par la République Fédérale Allemande. La réalisation du projet est envisagée grâce à des crédits de l'aide financière suisse et de la RFA.

2.2 KENYA2.2.1. Ecole hôtelière Nairobi

a) Hotel Training School (engagements CTS de 1969 à 1975 :  
Fr. 3'190'000.-)

Cette école, créée en 1969, forme en 4 ans du personnel de direction dans le domaine hôtelier (7 mois formation théorique + 3 mois de stage). Il s'agit de la formation de cadres de l'hôtellerie (Assistant Managers). Pour cette formation qui continue encore actuellement au "Kenya Polytechnic" la Suisse a consacré Fr. 3'190'000.--.

b) Hotel Training College (engagements CTS de 1970 à 1975 :  
Fr. 1'025'000.-; aide financière :  
Fr. 12'000'000.-)

Au printemps 1973, le Kenya a commencé de construire "l'Hotel Training College". Il s'agit d'un vaste complexe comprenant des salles de cours, dortoirs, hôtel pilote, centres sportif et administratif, etc... Dans le cadre de ce complexe seront enseignées toutes les disciplines relatives à l'hôtellerie. Vingt-cinq professeurs suisses enseigneront 125 élèves annuellement (100 élèves et 25 counterparts).

Pour cette nouvelle école la Suisse a accordé :

- Fr. 1'025'000.- pour l'étude et la planification à titre de don.
- Fr. 12'000'000.- pour la construction et l'équipement à titre de prêts aux conditions de faveur (soft loan).

La CT va participer au développement du projet en assurant à "l'Hotel Training College" du personnel enseignant suisse jusqu'en 1980 au moins, c'est-à-dire jusqu'à ce que les Kenyans soient à même de reprendre les postes d'enseignement. En outre elle prévoit de financer la planification d'un institut pour le tourisme qui serait annexé ultérieurement à l'"Hotel Training College" qui sera terminé en 1975.

### 2.2.2. Faculté d'agronomie de l'Université de Nairobi

(engagements CTS de 1970 à 1975 : Fr. 2'320'000.-)

En 1970 nous avons affecté à la faculté d'agronomie de l'Université de Nairobi, un enseignant en technologie laitière.

Tout récemment nous avons entrepris une 2e phase de notre assistance technique à la faculté d'agronomie en y adjoignant un institut de technologie alimentaire qui formera le personnel qualifié dont l'industrie alimentaire du Kenya a un urgent besoin.

Nous venons d'affecter à cet Institut nouvellement créé, cinq enseignants à plein temps. En outre, nous finançons des bourses d'études et participons aux frais d'équipement et de fonctionnement de l'Institut.

Nous prévoyons que les enseignants suisses pourront vers 1980 être remplacés par des professeurs autochtones. En principe, les étapes seraient :

- 5 enseignants suisses de 1973 à 1977
- 3 enseignants suisses 1977/1978
- 2 enseignants suisses 1978/1979
- 1 enseignant suisse 1979/1980.

De 1970 à 1980 nous estimons que notre participation financière pour ce projet se montera à 5.2 millions de francs suisses.

Cette somme comprend :

- les frais de personnel
- les bourses
- le matériel
- les frais de fonctionnement.

### 2.3. ETHIOPIE

#### 2.3.1. Hôpital du Duc de Harrar à Addis Abeba (engagements CTS 1973 - 1976 : Fr. 3'000'000.-, aide humanitaire : Fr. 3'000'000.-)

Le projet élaboré en commun par la Faculté de médecine de Berne, la Coopération technique et la Direction des Organisations internationales, tient compte des possibilités matérielles de l'Ethiopie et comporte un service de médecine générale, un service de chirurgie, ainsi que différents services d'appui.

L'Hôpital du Duc de Harrar est appelé à jouer à moyen terme un rôle central dans le développement des services de santé éthiopiens. D'une part, il contribuera de façon importante à la formation de médecins et permettra ainsi de répondre aux immenses besoins du pays. D'autre part, la policlinique et les cliniques qui seront ouvertes contribueront à soigner la population de la région d'Addis Abeba et l'hôpital assurera les fonctions d'hôpital de référence pour les autres hôpitaux du point de vue de son organisation médicale et administrative.

La contribution suisse s'étend sur trois ans. Elle permet la mise à disposition d'une quarantaine de personnes (médecins, infirmières, personnel administratif et technique) et d'une partie de l'équipement nécessaire. L'Ethiopie de son côté assure la rémunération du personnel éthiopien et fournit le mobilier de l'hôpital.

L'inauguration a eu lieu le 3 novembre 1973.

Il est prévu qu'au terme de la phase actuelle de 3 ans, l'hôpital passe sous la seule responsabilité de l'Ethiopie.

### 2.4. ZAIRE

#### 2.4.1. Groupe scolaire Lisanga (ex Gymnase Pestalozzi) (organisation responsable : EPER/HEKS; engagements CTS de 1964 à 1973 : Fr. 4'607'000.-)

- 10 -

## Description du projet

Nombre d'élèves :

cycle d'orientation Matadi :	127.
cycle d'orientation " " :	133
cycle long Kinshasa :	195;

Enseignants: africanisation complète des 2 cycles d'orientation; cycle long: 6 enseignants suisses, dont le directeur, africanisation complète prévue pour 1977/78. Prestations particulières de l'école: le groupe scolaire Lisanga sert de "Centre d'application" pour l'Institut national de pédagogie. Il édite des fiches de documentation pour enseignants secondaires (9 publications par année, distribuées par abonnement à environ 800 écoles).

Perspectives d'avenir: africanisation complète du corps enseignant; maintien du service "fiches de documentation"; meilleure adaptation de l'enseignement aux besoins du pays (abandon de la section littéraire en faveur de la <sup>section</sup> scientifique); recrutement des élèves sur une base numérique plus large et en tenant mieux compte des aptitudes personnelles des élèves afin de diminuer le taux d'échecs; compléter l'enseignement du cycle d'orientation (année supplémentaire ou leçons complémentaires) pour mieux assurer le passage au cycle long.

Contribution future de la CTS: contribution future aux frais de fonctionnement seulement si l'EPER peut réaliser les réformes prévues demandées pour améliorer l'efficacité de l'école.

2.5. CAMEROUN

2.5.1. Ecoles de cadres de l'IPD (Institut panafricain pour le développement) à Douala et à Buea (organisation responsable: Association internationale de l'Institut panafricain pour le Développement; engagements de la CTS: école à Douala: 1965 à 1974: Fr. 5'727'000.-; école de Buea: 1969 à 1973: Fr. 675'000.-)

- 11 -

Objectif des deux écoles: formation de cadres moyens pour le développement, capables de promouvoir et de réaliser avec la population des actions de développement (développement communautaire et animation, organisation et gestion d'entreprises et de coopératives, développement régional et planification du développement)

Données sur les deux écoles:

a) Ecole de Douala: ouverture: 1965; directeur: un sénégalais; durée de formation: 2 ans, formation théorique et pratique, de nombreux stages; capacité actuelle: 65 élèves par promotion (hommes et femmes), originaires de l'Afrique francophone, en majorité internes; corps enseignant: environ 16 professeurs, en majorité africains.

b) Ecole de Buea: ouverture: 1969; durée de formation 1 an, niveau d'entrée plus élevé qu'à Douala (en majorité des universitaires); capacité actuelle: 45 étudiants anglophones; 7 professeurs dont 4 Africains.

c) Activités connexes: organisation de stages de recyclage nationaux pour anciens élèves et leurs employeurs.

Perspectives d'avenir: augmenter la capacité de l'Ecole de Buea; donner une formation spécialisée condensée pour "project-managers"; généraliser les stages de recyclage nationaux; améliorer la formation des professeurs.

Contributions futures de la CTS prévues au programme 1974-1977:

Ecole Douala : 2,6 mio

Ecole Buea : 1 mio

La contribution se fera sous forme de a) octroi de bourses, b) participation aux frais de formation des professeurs et c) participation aux frais des stages nationaux; l'importance relative de b) et de c) augmentera par rapport à notre contribution sous forme de bourses.

2.5.2. Approvisionnement en eau, construction de routes secondaires, école de maçons (organisation responsable: HELVETAS; engagements CTS de 1966 à 1974: Fr. 4'700'000.--)

Objectifs et description du projet: construction, avec la participation active de la population, de captages de sources, de réservoirs et d'adductions d'eau pour les villages du Cameroun occidental et construction de routes secondaires. A cet effet ouverture d'une école pour formation de maçons et de contre-maîtres. Le but final est l'amélioration du niveau général de vie par une action globale de développement communautaire réalisée avec le Community Development Department (CDD).

122 projets d'adduction d'eau ont été réalisés jusqu'à la fin de 1972, ce qui a permis l'approvisionnement en eau potable d'environ 120'000 personnes au Cameroun ex-occidental. L'école de maçons de Kumba, créée en 1966, a formé jusqu'à ce jour une centaine d'élèves qui ont été engagés par le Community Development Department pour la réalisation de ses projets (constructions d'approvisionnement en eau et de routes secondaires). Après la réalisation d'une étude de factibilité par HELVETAS, la contribution de cette organisation au programme routier vient de commencer.

12 experts suisses sont affectés au projet et 9 cadres moyens camerounais.

Perspectives d'avenir: l'ampleur de l'activité de HELVETAS avec le CDD au Cameroun ex-occidental devrait se maintenir au niveau actuel pour la prochaine phase. A la suite de la réunification des 2 Etats du Cameroun le gouvernement camerounais a proposé à HELVETAS d'étendre, toujours en collaboration avec le CDD, son activité au Cameroun ex-oriental. Ces possibilités sont actuellement à l'étude. Pour HELVETAS une telle extension n'est possible qu'à condition de diminuer le volume de son engagement au Cameroun ex-occidental ou à condition d'obtenir une participation financière accrue de la Confédération.

- 13 -

L'objectif essentiel de la phase suivante de réalisation est la camerounisation des cadres dirigeants du projet. La remise progressive du projet a fait l'objet d'un plan qui a été récemment soumis pour examen aux autorités camerounaises. Ce plan prévoit le retrait total des experts suisses pour 1978/79.

Action future du Délégué: pour la phase prochaine (1974-1976) nous avons réservé dans notre planification financière la somme d'environ Fr. 1'500'000.- (experts suisses et équipement).

A l'heure actuelle, nous n'avons pas encore reçu du gouvernement camerounais les données nécessaires pour pouvoir nous prononcer sur une éventuelle participation de la Confédération à l'extension du projet au Cameroun ex-oriental.

## 2.6. TCHAD

### 2.6.1. Centres de Formation Professionnelle Agricole au Moyen Chari (engagements CTS 1964 à 1975: Fr. 3'160'000.-)

Les 6 centres de la préfecture du Moyen Chari fonctionnent sous direction tchadienne. C'est le Ministère de l'Agriculture qui assure leur financement.

La Coopération technique s'est engagée à financer la construction de deux nouveaux centres et à mettre un expert suisse à disposition pendant les deux premières années de son fonctionnement. De plus, deux experts sont chargés d'étudier et de proposer des solutions pratiques dans le domaine de l'animation féminine et de la formation permanente du personnel des centres.

La diffusion des techniques de culture attelée étant freinée par le nombre insuffisant d'animaux, la CTS a l'intention de répondre à la demande tchadienne d'un expert en élevage.

L'appui de la CT doit se limiter de plus en plus à l'envoi à court terme de spécialistes pouvant aider à résoudre les problèmes rencontrés dans les centres. L'organisation des centres sera assurée par le Ministère tchadien concerné. Une réserve de 1'500'000.- est inscrite au programme de la CT pour 1975.

## 2.7. NIGER

### 2.7.1. Construction puits villageois au Niger (organisation responsable: Fédération genevoise de coopération avec le Tiers Monde; engagement de la CTS 1973-1975: Fr. 845'000.-)

Au cours des dix dernières années environ 3'000 puits villageois ont été forés dans les arrondissements de Niamey, Zinder, Maradi, Dosso, Tahoua, au Niger. Cette importante réalisation ne couvre cependant qu'un tiers des besoins, le nombre des villages étant de l'ordre de 9'000. Plusieurs institutions comme le FED, l'UNICEF participent à la mise en place d'un système d'hydraulique humaine et pastorale au Niger. Le projet de la Fédération genevoise qui prévoit le creusement d'environ 200 puits villageois dans les régions de Dosso et Tahoua s'insère ainsi dans une action globale entreprise par le Niger.

En janvier 1973 un coopérant suisse a été mis à disposition de l'OFEDS (office des eaux du sous-sol), organisme responsable de l'exécution du projet. A partir de 1974 un deuxième coopérant sera affecté au projet.

Le financement suisse du projet qui, outre les frais des experts suisses couvre la fourniture de l'équipement pour le creusement, s'élève à Fr. 1'690'000.- pour 1973-75, réparti également entre la Coopération technique (50%) et l'Etat et la Ville de Genève (50%).

L'objectif à moyen et long terme du gouvernement du Niger est de résoudre le problème de l'eau sur l'ensemble de son territoire. Un effort particulier sera fait pour assurer l'entretien des puits qui ont déjà été creusés. Le programme de

creusement de nouveaux puits sera poursuivi et intensifié pour la période 1973 - 1976 avec l'aide d'organismes internationaux et d'institutions privées.

Intentions du Délégué: évaluation puis formulation éventuelle de mesures consécutives c.-à.-d. postérieures à 1975.

## 2.7. TUNISIE

### 2.7.1. Tabarka : Ecole de techniciens forestiers (engagement CTS 1970 - 1976: Fr. 3'000'000.-)

L'institut sylvo-pastoral de Tabarka accueille en moyenne 60 à 70 élèves par an répartis en 4 classes :

- 2 classes de techniciens supérieurs (durée formation 2 ans)
- 1 classe d'adjoints techniques (durée formation 1 an)
- 1 classe de gardes-chasse (durée formation 1 an)

Le personnel enseignant est constitué de 5 experts suisses (2 ingénieurs forestiers, 1 ingénieur agronome, 2 techniciens forestiers). Huit homologues tunisiens qui, grâce à la collaboration des services forestiers cantonaux, ont complété leur formation par des stages de perfectionnement en Suisse, assistent les experts suisses. 49 élèves (techniciens et adjoints techniques) sont déjà sortis diplômés de l'école et ont été affectés à des postes répartis dans toute la Tunisie où ils exercent les fonctions pour lesquelles ils ont été préparés. Le rayonnement de l'école et sa contribution à l'économie du pays constituent déjà une réalité. Une évaluation détaillée de la première phase (1970 - 1973) est prévue pour le mois de décembre. Notre contribution devait assurer le salaire du personnel suisse et l'équipement).

Il convient de rappeler que la Tunisie a un besoin urgent de cadres moyens pour mettre à exécution les plans de reboisement, d'exploitation forestière et d'amélioration du pastoralisme.

- 16 -

Une étude faite en 1969 par un ingénieur forestier suisse, a confirmé cette nécessité. Les besoins en cadres moyens du service forestier tunisien sont estimés à 500 nouveaux techniciens pour la décennie 1970 - 1980.

Pour la nouvelle phase 1973 - 1976, les objectifs du projet restent inchangés, à savoir :

- formation de techniciens forestiers et pastoraux tunisiens;
- organisation de cours de perfectionnement pour les forestiers déjà en place;
- organisation de cours pour gardes-chasse et usagers de la forêt.

Le but principal de cette deuxième phase est de préparer et de réaliser la remise du projet. Tous les moyens demandés et les travaux prévus (élaboration des dossiers de remise, organisation de stage en Suisse pour homologues tunisiens) visent donc à faire en sorte que dans 3 ans l'école soit complètement gérée par des cadres tunisiens. Le retrait des experts suisses se fera progressivement, pendant cette phase.

### 3. ASIEN

#### 3.1. INDIEN

##### 3.1.1. Kerala: Viehzucht-Förderung

Bisherige Verpflichtungen: 13,5 Mio. Franken

Durch den Bundesrat allernächstens zu beurteilen: Antrag 173/73 über Fr. 2'800'000.-- für die vom 1. April 1974 bis 31. März 1976 dauernde sechste Phase.

Nach zehnjähriger systematischer Arbeit ist die drei Generationen umfassende Kreuzungsphase des Zuchtprogramms praktisch abgeschlossen. Neben den Kosten für die sechs schweizerischen Projektmitarbeiter wird der von der Schweiz zu bewilligende Beitrag in erster Linie für die Anschaffung von technischem Material verwendet. Im Vordergrund steht dabei die Weiterführung der Besamungsstation von Mattupatti und der beiden ihr angeschlossenen Samenbanken von Peermade und Mavelikara sowie der Aufbau und die Ausrüstung einer zweiten Stierenstation im Distrikt Quilon. Diese Station wird zur Hauptbasis für die Versorgung der neuen Aktionsgebiete in der Küstenebene. Daneben läuft ein intensives Futterbauprogramm. Im übrigen sind Komplementäraktionen auf dem Gebiet der Milchvermarktung vorgesehen.

Indische Mitarbeiter des Projektes erhalten in der Schweiz oder in Drittländern eine Spezialausbildung. Indien trägt die Kosten für das zahlreiche einheimische Personal sowie sämtliche lokalen Ausgaben für die laufenden Betriebskosten.

Eine im Frühjahr 1973 durch ein Expertenteam der OECD und einen Professor am Institut für Tierzucht der ETH ausgeführte Evaluation hat das Projekt in allen Teilen gut beurteilt.

Die Vertragsperiode 1974/79 soll für die Schweiz zu einer Abbau- und sukzessiven Rückzugsphase werden. Die Zahl der gegenwärtig sechs Projektmitarbeiter wird stufenweise auf drei abgebaut. Die finanzielle Verantwortung des Projekts wird mehr und mehr auf indische Seite verschoben. - Das Aktionsgebiet des Projektes schliesst heute bereits rund 500'000 zuchtfähige Kühe ein. Die finanziellen Verpflichtungen werden sich in den nächsten beiden Jahren um je Fr. 1'400'000.-- bewegen und in den folgenden (1976 - 79) laufend abnehmen.

### 3.1.2. Punjab: Viehzucht-Förderung

Bisherige Verpflichtungen: Fr. 2'500'000.--

Antrag Nr. 215/73 über Fr. 1'800'000.-- für die vom 1. April 1974 bis 31. März 1976 dauernde zweite Phase ist allernächstens durch den Vorsteher des Eidg. Politischen Departements zu bewilligen.

Projekthauptziel ist ein landeseigener reiner Braunviehbestand für Einkreuzungsprogramme. Heute umfasst er bereits zweihundert Tiere. Stierenstation und Samenlabor sind eingerichtet.

Der schweizerische Beitrag umfasst neben den Personalkosten für das Schweizerteam in erster Linie Materialkosten für die künstliche Besamung. Daneben sind Komplementäraktionen auf dem Gebiet der Milchvermarktung vorgesehen. Weiter ein Beitrag für die Ausrüstung einer Stierenstation und Samenbank ausserhalb des Projektgebiets. Damit wird demonstriert, dass die schweizerische Hilfe nicht an die Verbreitung einer bestimmten Viehrasse gebunden ist, sondern die Förderung der indischen Viehwirtschaft schlechthin anstrebt. Das Besamungs-, Berarungs- und Futterbauprogramm wird allmählich auf fünf Distrikte mit einem Bestand von über 350'000 zuchtfähigen Kühen ausgedehnt. Das Projekt wird in den folgenden Jahren Mittel von je ca. 900'000.-- jährlich beanspruchen.

Projektbeginn: 1971

### 3.1.3. Tibeter Siedlungen in Indien

Für diese Aktion wurden von 1964 bis heute total rund 17 Mio. Franken verpflichtet.

Die drei landwirtschaftlichen Kolonien Bylakuppe, Mundgod und Chandragiri in den Staaten Mysore und Orissa, in denen unter Mithilfe der Technischen Zusammenarbeit ca. 12'000 tibetische Flüchtlinge angesiedelt worden waren, sind jetzt wirtschaftlich selbständig geworden und konnten den drei in den Kolonien gegründeten tibetischen Genossenschaften übergeben werden. Mit Hilfe der Schweizer Experten ist ein landwirtschaftliches Programm entwickelt und sind zwei Teppichwebereien eingerichtet worden.

Im Dezember 1973 werden auch die drei Reparaturwerkstätten für die landwirtschaftlichen Maschinen den Genossenschaften übergeben und Ende März 1974 wird der letzte Schweizer Experte zurückgezogen. Eine weitere landwirtschaftliche Beratung ist durch periodische Besuche von Experten geplant.

### 3.2. NEPAL

#### 3.2.1. Ostnepal: Regionalstudie inkl. Strassenbau

Bisherige Verpflichtungen Fr. 502'000.--.

Nach Berechnungen nepalesischer Planungsstellen werden die arbeitsfähigen Erwachsenen in den Berggebieten während den nächsten dreissig Jahren von sechs auf elf Millionen anwachsen. Das entspricht einer Zunahme von achtzig Prozent. Eine Aussiedlung ist nicht möglich. Mit allen Mitteln muss deshalb für diese Menschen im angestammten Gebiet eine Lebens- und Arbeitsmöglichkeit geschaffen werden. Punktuelle Massnahmen genügen nicht. Der Bevölkerungsdruck und das gestörte ökologische Gleichgewicht lassen sich nur durch koordinierte wirtschaftliche und erzieherische Massnahmen beeinflussen. Neue Einkommensquellen müssen erschlossen werden. Das ins Auge gefasste Gebiet umfasst ca. 1'500 km<sup>2</sup>. Einwohner ungefähr 150'000. Rückgrat des Projekts ist eine durch die Schweiz mitzufinanzierende Erschliessungsstrasse von ungefähr einhundert Kilometer Länge. Vorderhand werden vier schweizerische Experten eingesetzt. Für die Hauptplanung sind Fr. 400'000.-- budgetiert. Die Vorplanung steht mit Fr. 102'000.-- zu Buch. Die Planungszeit wurde vorläufig auf ein Jahr veranschlagt. Es werden erste Sofortprogramme ausgearbeitet. Vor allem sind aber auch Grundlagen für den nächsten nepalesischen Fünfjahresplan zu schaffen. In einer unmittelbar anschliessenden Etappe werden dann einzelne Massnahmen verwirklicht und laufend evaluiert. Planung und Durchführung greifen ineinander.

Aus dem schweizerischen Finanzhilfe-Kredit sollen für den Bau der Erschliessungsstrasse Fr. 15'000'000.-- bewilligt werden. Als Grössenordnung darf man annehmen, dass in Ostnepal eine erste Projekt-Ausführungsphase von drei Jahren mindestens drei Millionen Franken erfordern wird.

#### 3.2.2. Nepal: Brückenbau

Bisherige Verpflichtungen: Fr. 324'000.--

Beginn September 1972. Personalbestand: ein schweizerischer Projektleiter und zwei schweizerische Entwicklungshelfer. In Nepal gibt es so viele Wirtschaftsräume wie Flusstäler. Unter diesen Voraussetzungen gewinnen alle Verkehrswege (und namentlich die Brücken) erstrangige Bedeutung. Die IDA, die USAID und die Regierung Nepals haben für den Bau von Fussgänger-Hängebrücken beträchtliche Mittel zur Verfügung gestellt. Sie haben indessen gewünscht, dass die Abteilung für den Bau von Hängebrücken im Strassenbaudepartement durch erfahrene Ausländer personell verstärkt wird.

Das Bauprogramm erstreckt sich über mehrere Jahre. Die schweizerische Präsenz wird besonders geschätzt und sollte noch während mehreren Jahren andauern.

Mittelbedarf in den folgenden drei Jahren ca.  
Fr. 170'000.-- jährlich.

### 3.2.3. Balaju: Produktionswerkstätten (Balaju Yantra Shala/BYS) (Projekt der Helvetas, Zürich)

Bisherige Verpflichtungen: Fr. 2'060'000.--

Die Balaju Yantra Shala wurde 1960 durch Helvetas und die staatliche nepalesische Entwicklungs-Finanzierungs-Gesellschaft (Nepal Industrial Development Corporation/NIDC) gegründet. Aeltester Teil ist eine mechanische Produktionswerkstatt mit Blechbearbeitungs-Abteilung. Später wurden angegliedert: Elektro-Installationsbetrieb, kleine elektronische Abteilung und Sanitärabteilung. Aktienkapital in Händen der NIDC und der Helvetas. Ca. 150 Mitarbeiter. Die gegenwärtig sechs schweizerischen Experten werden stufenweise zurückgezogen. Die NIDC und Helvetas arbeiten zur Zeit Modelle für die zukünftige Form der BYS aus. Im Frühjahr 1974 wird eine nepalesisch/schweizerische Gruppe die eigentliche Uebergabeplanung in Angriff nehmen.

Der Mittelbedarf in den kommenden Jahren wird sich um die Fr. 200'000.-- jährlich bewegen. Eine Uebergabe wird in ungefähr fünf Jahren möglich sein. Einzelne Teile des Unternehmens werden möglicherweise schon früher an geeignete Privatgesellschaften veräussert.

### 3.3. INDONESIEN

#### 3.3.1. Landwirtschaftliches Entwicklungsprojekt Maros (Sulawesi)

Verpflichtungen bis heute : Fr. 1'360'000.--

Personaleinsätze bisher: ein Landwirtschaftsexperte für zwei Jahre, ein technischer Experte für die Installation, Ueberwachung und Wartung der Pumpen für ein Jahr. Bewässerung von fünfhundert-zehn Hektaren Reisland. In landwirtschaftlicher Hinsicht voller Erfolg. Die als Projektziel angestrebte zweite Ernte wurde mit sehr befriedigenden Resultaten erreicht.

Leider wird künftige Aktivität durch Anlage für Trinkwasserversorgung für Ujung Pandang erschwert. Gewisse technische Installationen für den Schutz gegen Salzwasser und ein Sammelbecken für Bewässerungswasser (während des Monsuns) werden nötig werden. Es ist vorgesehen, einen zweiten schweizerischen Experten, Sachverständiger für Genossenschaftsfragen, nach Maros zu entsenden.

Der schweizerische Mittelbedarf in den nächsten vier Jahren wird sich auf mindestens 500'000 Franken jährlich belaufen.

### 3.3.2. Ecole hôtelière Bandung

Les engagements de la CT s'élèvent à ce jour à Fr. 2'545'000.-- à savoir Fr. 45'000.-- pour la mission d'étude préliminaire réalisée en octobre 1971 et Fr. 2'500'000.-- pour la première phase du projet, de juillet 1972 à la fin de l'année 1974. Le projet a été remis en régie à OPER SA (Montreux), entreprise spécialisée dans la formation professionnelle hôtelière. Il requiert la présence de 5 experts suisses: 4 sont déjà sur place alors que la responsable du cours d'étage rejoindra le projet au début de 1974.

L'école de Bandung constitue un projet pilote dans le cadre de la réforme du système de formation professionnelle indonésien. Elle est axée sur la formation pratique et la spécialisation et aura une capacité de 390 élèves. En moyenne 255 employés qualifiés et 15 instructeurs quitteront chaque année l'école. L'école a ouvert ses portes le 16 juillet 1973 avec 138 élèves dans les disciplines de la cuisine (39), de la réception (39) et du service (60). L'enseignement est basé sur l'audio-visuel, ce qui permet de diminuer le nombre d'experts et de donner plus d'importance aux homologues, qui ne sont pas cantonnés dans un rôle subalterne, mais prennent chacun la responsabilité d'une classe, les experts ayant un rôle de directeur de section.

Le cours d'étage sera introduit pour le deuxième semestre au début de 1974. Au cours de la prochaine phase du projet, qui commencera en 1975, sera progressivement introduit un cours de formation moyen et supérieur en administration. Des séminaires d'information, de recyclage et de perfectionnement seront également organisés dans les hôtels. La remise du projet est prévue au plus tôt dans le courant de l'année 1976.

## 4. LATEINAMERIKA

### 4.1 BOLIVIEN

#### 4.1.1 Viehzucht- und Futterbauaktion an der Universität Cochabamba

(Verpflichtungen 1969 - Ende 1973 SFr. 1'340'000.--)

Seit 1969 unternimmt die technische Zusammenarbeit gemeinsam mit der Agronomie-Fakultät der Universität von Cochabamba eine Aktion zur Vertiefung des Versuchswesens in den Bereichen Futterpflanzen- und Tierproduktion. Ursprünglich zwei, heute drei Agrotechniker (1 Tierzüchter, 2 Futterbauer) bilden bolivianische Agronomen in ihren Spezialgebieten aus. Seit 1971 traten als weitere Aktivitäten die Betriebsberatung (Futterbau, Viehzucht) in einigen Zonen des Departements von Cochabamba, sowie die Produktion von Saatgut (Futterpflanzen) neben die bisherigen Tätigkeitsgebiete.

Auswirkungen auf die Tierproduktion (vor allem Milch) im Raume Cochabamba sind schon heute spürbar, werden aber im Zuge der Ausweitung des Futterpflanzen-Saatgut-Programms noch deutlicher hervortreten.

Im Verlauf der kommenden Jahre (bis 1978) soll das bisher Erreichte konsolidiert, vermehrt genützt (z.B. durch Einführung der künstlichen Besamung) und bei den Produzenten verbreitet werden (durch Betriebsberatung). Gleichzeitig soll die Leitung und die Verantwortlichkeiten zunehmend an die bolivianischen Mitarbeiter des Projekts übertragen werden.

Für die dritte Phase (1974/75) wird nächstens ein Kredit von Fr. 900'000.-- beantragt werden. Ab 1976 werden die schweizerischen Anteile am Budget beschleunigt abnehmen.

### 4.2 BRÉSIL

#### 4.2.1 Institut de nutrition de l'Université fédérale de Pernambouc, Recife

(Projet confié en régie à CRINA, Genève; engagements pris 1971-73  
Frs. 1'950'000.--)

La Coopération technique s'est engagée depuis 1971 à équiper et à faire fonctionner un laboratoire de technologie alimentaire pour des petites quantités dont le but sera d'exécuter des mandats de recherche pour les industries de la branche alimentaire de la région de Recife.

Le laboratoire sera bientôt complètement équipé. La première phase du projet s'achèvera au début 1974.

La deuxième phase de trois ans devrait coûter environ Frs. 1'700'000.--.

#### 4.3 COSTA RICA

##### 4.3.1 Ecole de mécanique agricole à San José

(Projet confié en régie à Swisscontact; engagements pris 1969-78  
Fr. 1'755'000.--)

L'école mécanique agricole forme depuis 1969 des volées annuelles d'environ 30 apprentis. Après une formation de 3 ans, les plus doués parmi les apprentis participent, pendant une année, à un cours d'instructeurs. L'école renforce année après année son caractère régional - 20% des places disponibles sont réservées à des ressortissants d'autres pays d'Amérique centrale.

La direction de l'école a été transférée avec succès en juin 1973 à notre partenaire local, l'Institut national d'apprentissage (INA).

Un dernier crédit ("follow-up") de Fr. 175'000.-- a été ouvert pour la phase III de ce projet (1.7.73 - 30.6.78). L'exécution du projet est toujours assurée par Swisscontact.

##### 4.3.2 Formation de techniciens en réfrigération à San José

(Projet confié en régie à Swisscontact; engagement pris 1971 - fin 73  
Frs. 1'300'000.--)

L'école de formation de techniciens en réfrigération forme depuis 1971 - par des cours d'une durée de 3 ans - des volées annuelles de 15 apprentis. Parmi ceux-ci, la moitié environ proviennent d'autres pays d'Amérique centrale.

L'exécution du projet est confiée à Swisscontact. Nous prévoyons le financement d'une deuxième phase (1.1.74 - 30.6.76) qui devrait s'élever à 1 million de francs environ.

#### 4.4 CHILI

##### 4.1.1 Centre de formation en technique du froid à Santiago

(Projet confié en régie à l'Association ORT, Organisation-Reconstruction-Travail; engagements pris 1970 - fin 74 Fr. 1'800'000.--)

Le projet prévoit la formation d'un minimum de 30 élèves par année comme techniciens du froid et techniciens en conservation (cours de 2 ans) ainsi que comme agents techniques du froid (cours d'un an). En outre, le Centre prévoit de dispenser des cours du soir pour la formation complémentaire et le recyclage d'adultes en cours de travail.

Le projet se trouve dans sa deuxième phase de financement (1.1.72 - 31.12.74) pour laquelle un crédit de Fr. 1'000'000.-- est disponible. Le crédit de la première phase s'élevait à Fr. 800'000.--.

La construction du Centre de Santiago est pratiquement achevée. La reprise des cours dans celui-ci devrait avoir lieu en mars 1974, après la période des vacances.

#### 4.5 EQUATEUR

##### 4.5.1 Prêt Toachi-Pilatón

(Engagement pris 1973 Frs. 2'000'000.--)

Afin de favoriser le développement des sources d'énergie hydro-électrique en Equateur, la Confédération a accordé un crédit de Fr. 2 mio à l'Institut National d'Electrification (INECEL), qui permettra de financer les études de faisabilité, le projet de construction et la préparation de l'appel d'offres pour la centrale hydro-électrique de Toachi-Pilatón.

Notre prêt est sans intérêt et remboursable en francs suisses. S'y ajoutent Fr. 50'000.-- à fonds perdus pour frais de supervision.

Il se combine avec un crédit parallèle de Fr. 3.0 mio à 7% par an consenti par le Consortium suisse MOBESSCO (dirigé par Motor Columbus), qui permet d'accorder un prêt unique de Fr. 5.0 mio à 2,75%, d'une durée de 12 ans (période de grâce: 2 ans).

Les études ont débuté à mi-1973. Elles seront réalisées par une équipe de 75 ingénieurs mis à disposition par le Consortium pour une durée totale de 295 hommes/mois. L'INECEL, pour sa part, mettra à disposition du projet des ingénieurs pour une durée totale de 212 hommes/mois.

Les investissements consécutifs aux études précitées seront financés par de grands instituts internationaux tels que la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de développement.

#### 4.5.2 Mise en valeur des excédents bananiers

(Engagement pris 1969 - fin 75 Fr. 2'900'000.---)

Le projet vise à l'élimination partielle des surplus bananiers non exportables en les transformant en aliments pour le bétail, par un processus de séchage des bananes encore à l'état vert. Par un crédit de Fr. 2.9 mio, la Confédération a financé d'une part les études techniques relatives à l'édification d'une usine de séchage de bananes, et d'autre part l'installation d'un centre de recherches et de contrôle destiné à prospecter d'autres débouchés pour la farine de banane et à améliorer l'utilisation des ressources agricoles.

L'usine de séchage est en cours d'installation. Quant au centre de recherches, il est maintenant opérationnel. Deux experts suisses y travaillent.

Un crédit de Fr. 200'000.--- est prévu pour 1976. Il permettra une poursuite de l'activité du centre de recherches puis son transfert aux autorités équatoriennes.

## 4.6 PARAGUAY

### 4.6.1 Formation agricole à Pastoreo

(Engagements pris 1969 - fin 73 Fr. 1'100'000.--)

En 1969, la Coopération technique suisse a créé à Pastoreo, dans le sud du Paraguay, une école de cadres de coopératives agricoles et apporte une assistance technique à l'école régionale d'agriculture et au domaine agricole de ce complexe scolaire.

L'objectif principal est de former, d'une part des cadres à même d'assumer des fonctions de direction et de conseiller en matière de coopératives agricoles, de l'autre d'offrir un enseignement théorique et pratique à l'intention des agriculteurs de la région de Pastoreo.

La Confédération vient d'accorder un crédit de Fr. 895'000.-- pour la phase 1974-75. Il est prévu de poursuivre cette action jusqu'en 1980 environ.

## 4.7. PEROU

### 4.7.1 Centre agro-forestier à Jenaro-Herrera

(Engagements pris 1965 - 73 Fr. 7'000'000.--)

Le projet de Jenaro Herrera est un essai d'implantation de population de la "zone basse" de l'Amazonie péruvienne, essai qui implique une action globale de développement: formation professionnelle, recherches et vulgarisation dans les secteurs agricole, forestier et de l'élevage.

C'est à partir du centre agro-forestier de Jenaro Herrera que s'organise l'installation des paysans sur des parcelles défrichées peu à peu le long d'un axe routier en construction. La Coopération technique suisse porte principalement sur l'élevage qui est la base de la production et de l'aménagement forestier mais concerne aussi les cultures vivrières, les services coopératifs, le crédit et la commercialisation.

Notre coopération sera maintenue jusqu'en 1980 env. avec des contributions dégressives, diminuant de Fr. 200'000.-- à chacune des phases suivantes (Phase 1973/74 Fr. 2'200'000.--).